



CR CTL 20/04/2021

## **NRP 69 : un projet plus inacceptable et intenable que jamais**

Des fondamentaux inacceptables :

Confirmation de la fermeture de la quasi-totalité des trésoreries du Rhône.  
L'Arbresle, Beaujeu, Belleville, Chazay, Condrieu, Meyzieu, Mornant, Oullins, Rillieux, St Symphorien d'Ozon, Thizy, Vaugneray, Villeurbanne plus Vinatier et Monts du Lyonnais ramenées au statut « d'antenne ».  
Réduction drastique du nombre de SIE et SIP.

Un projet intenable :

Des communes éparpillées façon puzzle : Jons (Nord-est) gérée à Givors, Givors gérée... à St Priest ! Enfin peut-être car à la DRFiP on n'est pas bien sûr...

L'antenne SIE de Givors à près de 70 kilomètres de son SIE de rattachement.

La trésorerie des Monts du Lyonnais deviendrait également une annexe... avec 7 agents, sans aucun A ou A+, à 3/4h de route de Givors. Il est vrai que tout peut être géré à distance avec les excellents et rapides moyens numériques dont dispose la DGFIP...

L'irresponsabilité semble atteindre des sommets ! Quand à l'affichage d'un impératif écologique, il vaut mieux en rire...

Tant pis pour le service public :

Vous habitez Thizy et avez une dette à l'hôpital ? Si vous voulez voir un fonctionnaire de la DGFIP, n'oubliez pas de faire le plein du réservoir : deux fois une heure de route !

Bagages ou entassement ?

A St Priest, pour faire rentrer les collègues de SS d'Ozon et de Meyzieu, il faudrait un chasse-pieds... Ou, plus sûrement déménager.

Les agents accompagnés... Vers la sortie ! Deux pages du dossier expliquent que si on n'apprécie pas d'être obligé de multiplier ses temps de trajets pour aller travailler et si on ne veut pas subir un déménagement forcé on a la liberté de quitter l'administration ! La classe la direction...

Globalement, ces projets montrent plus que jamais qu'ils sont à la fois inacceptables et intenable.

**Une seule revendication : l'abandon immédiat du  
NRP Tous en grève le 10 mai !**

Questions diverses :

- Trésorerie Ville de Lyon et Métropole :

FO demande la prise en charge intégrale par la trésorerie de la mission régie de l'eau de la Métropole, conséquence logique du retour en régie de cette mission auparavant concédée à Véolia.

**FO exige que ce retour se fasse avec la création des emplois DGFIP correspondant à la charge.** Suite à notre demande, la direction la quantifie à une trentaine d'emplois. Un strict minimum donc...

Nous rejetons par avance l'hypothèse de la création d'une agence comptable ! La tiédeur de la direction nous fait craindre que personne à la DG/DRFiP ne soit déterminé à implanter les emplois qui s'imposent.

- Fonds de solidarité :

La direction a tout d'abord répondu à nos questions quantitatives :

Au plan départemental : 66000 entreprises bénéficiaires pour 680 millions d'€.

Au plan national, la note monte à 21 milliards.

Vos élus FO ont dénoncé une nouvelle fois les recrutements contractuels et les suppressions d'emplois. Il est inacceptable de recruter des contractuels sur des missions régaliennes aussi sensibles.

Nous avons également dénoncé le chaos qui continue à régner dans l'organisation de la mission FDS, des SIE au service « recettes non fiscales ». Le constat n'est pas partagé par la direction qui considère la que « la situation est sous contrôle »...

- Fidji :

FO a réitéré au niveau local sa demande d'une journée d'ASA pour l'indisponibilité de Fidji. C'est non, non et non.